

# **RAPPORT DE L'ATELIER DE LANCEMENT DU PROJET D'APPUI AU SYSTEME NATIONAL DE TRANSPARENCE SUR LES ASPECTS INVENTAIRE ET SUIVI DE LA CDN EN RD CONGO**

Novembre 2025

### DISCLAIMER

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted, in any form or by any means, electronic, photocopying, recording or otherwise, for commercial purposes without prior permission of DRC. Otherwise, material in this publication may be used, shared, copied, reproduced, printed and/or stored, provided that appropriate acknowledgement is given of DRC and ICAT as the source. In all cases the material may not be altered or otherwise modified without the express permission of the DRC.

### PREPARED UNDER

The Initiative for Climate Action Transparency (ICAT), supported by Austria, Canada, Germany, Italy, and the Children's Investment Fund Foundation.

Supported by:



on the basis of a decision  
by the German Bundestag



 **Federal Ministry  
Republic of Austria**  
Climate Action, Environment,  
Energy, Mobility,  
Innovation and Technology



**Environment and  
Climate Change Canada**

**Environnement et  
Changement climatique Canada**

The ICAT Secretariat is hosted by the United Nations Office for Project Services (UNOPS)



# RAPPORT DE L'ATELIER DE LANCEMENT DU PROJET D'APPUI AU SYSTEME NATIONAL DE TRANSPARENCE SUR LES ASPECTS INVENTAIRE ET SUIVI DE LA CDN EN RD CONGO

*Initiative for Climate Action Transparency – ICAT*

Livrable A :

## AUTEURS

Martine BADIBANGGA KAMUNGA  
Point Focal Climat de la RDC/CCNUCC  
Coordonnateur du projet

Novembre 2025

## Sommaire

|                                               |          |
|-----------------------------------------------|----------|
| <b>INTRODUCTION</b>                           | <b>5</b> |
| <b>CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET</b>    | <b>5</b> |
| <b>OBJECTIFS DE L'ATELIER ET PARTICIPANTS</b> | <b>5</b> |
| <b>DÉROULEMENT DE L'ATELIER</b>               | <b>6</b> |
| <b>PROBLÈMES ET RISQUES</b>                   | <b>7</b> |
| <b>CONCLUSION</b>                             | <b>7</b> |

# Introduction

La République Démocratique du Congo (RDC) a signé, en date du 24 mars 2025, un accord de coopération avec le Bureau des Nations Unies pour les Services d'appui aux projets (UNOPS) en vue de mettre en œuvre d'un projet de l'initiative pour la Transparence de l'Action Climatique (ICAT) en RDC intitulé : Système national de transparence sur les aspects Inventaires, suivi de la CDN.

Dans le cadre de ce projet, il est prévu 9 activités principales devant aboutir à 9 livrables notamment :

- Identification des parties prenantes et l'atelier de lancement ;
- Proposer un schéma institutionnel national de MRV de l'inventaire et des actions d'atténuation ;
- Développer et/ou améliorer le système de transparence en lien avec le suivi des mesures d'atténuation de la CDN dans le secteur des déchets, de l'énergie et de l'agriculture ; notamment la formation des parties prenantes sur les exigences du cadre de transparence renforcé et la réalisation des projections pour les actions d'atténuations avec l'outil GACMO pour le secteur d'énergie, agriculture et déchets ;
- Cartographie les actions et politiques d'atténuation des émissions des GES les plus importantes en RDC ;
- Formulation des termes de référence pour le développement d'une plateforme web dans le cadre d'un prochain projet.

C'est dans ce contexte que le Ministère de l'Environnement et Développement Durable et l'ICAT a organisé un atelier de lancement du projet qui s'est tenu le 3 juin 2025 à Kinshasa à Hôtel Fleuve Congo. Cet atelier a réuni environ 80 participants (ministères sectoriels clés – Ressources hydrauliques et Electricité, Hydrocarbures, Agriculture, Transport, etc. ainsi que quelques représentants du secteur privé, des ONG et des partenaires techniques et financiers).

## Contexte et justification du projet

Ce projet s'inscrit dans le cadre renforcé de transparence de l'Accord de Paris (Article 13) et répond à la nécessité pour la RDC d'institutionnaliser le système de mesure, rapportage et vérification (MRV).

Le projet transparence est mis en œuvre dans un contexte où la RDC prépare son premier Rapport Biennal de Transparence (BTR1) et l'actualisation de sa Contribution Déterminée au niveau Nationale (CDN 3.0).

Le projet vise donc à renforcer la capacité congolaise à mesurer et à rapporter les émissions de gaz à effet de serre et les actions d'atténuation dans les principaux secteurs (énergie, déchets, agriculture, etc.), en complétant les travaux déjà avancés dans le secteur forestier. Selon la présentation du point focal national (Martine BADIBANGA), ce projet « **placera les bases pour structurer un système de suivi fiable et crédible** », en renforçant notamment les capacités institutionnelles et méthodologiques en vue de produire les rapports requis par la CCNUCC.

### Objectifs de l'atelier et participants

L'objectif était de présenter le projet et ses premières étapes, de partager les enjeux liés à la transparence climatique, et d'assurer l'adhésion des parties prenantes nationales dès le démarrage.

L'atelier était présidé par Mme Eve BAZAIBA MASUDI, Ministre d'État de l'Environnement et Développement Durable, avec la présence du Ministre de l'Aménagement du Territoire, Me Guy LOANDO MBOYO.

Ses principaux objectifs, tels que définis dans les termes de référence, ont été :

- **Présenter** aux parties prenantes les objectifs, composantes et activités clés du projet (assurer leur information et leur adhésion) ;

- **Favoriser** une compréhension commune des enjeux de transparence climatique dans le cadre de l'Accord de Paris et du Cadre de Transparence Renforcé (CTR) ;
- **Renforcer** l'engagement des parties prenantes et leur appropriation du projet dès la phase initiale ;
- **Identifier et valider** les points focaux climat au sein des institutions clés, chargés de la collecte de données et de l'appui technique aux activités du projet ;
- **Recueillir** les attentes, préoccupations et recommandations des acteurs afin d'ajuster les actions aux réalités nationales et sectorielles ;
- **Établir** un cadre de coordination multisectorielle pour le suivi et la synergie des efforts.

## Déroulement de l'atelier

L'atelier de lancement s'est ouvert par une cérémonie officielle introduite par l'hymne national et la présentation du programme de la journée par le modérateur. Le Secrétaire Général à l'Environnement et Développement Durable, M. Benjamin TOIRAMBE BAMONINGA, a prononcé le mot de bienvenue. Dans son allocution d'ouverture, il a posé le contexte justificatif du projet, réaffirmant l'engagement du Gouvernement congolais en faveur de la transparence climatique et mobilisant les participants autour de la portée stratégique du projet.

Ensuite, quatre interventions ont été prononcées par les partenaires techniques et institutionnels du projet. La première fut celle de **Mme Helena HAYMAN**, Conseillère Climat à l'Ambassade du Royaume-Uni en RDC, qui s'est exprimée au nom du Groupe Inter-bailleurs Environnement et Climat (GIBEC).

Elle a salué l'initiative du projet et a rappelé l'importance stratégique des Contributions Déterminées au niveau National (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris. Elle a enfin encouragé la RDC à poursuivre ses efforts en matière de transparence et de redevabilité climatique.

La seconde intervention fut celle de **Mme Lucia CORTINA**, Programme Manager de l'Initiative pour la Transparence de l'Action Climatique (ICAT). Dans son mot de circonstance, elle a réaffirmé le soutien de l'ICAT au processus engagé par la RDC, soulignant que ce projet s'inscrit dans la dynamique globale de renforcement des systèmes nationaux de transparence. Elle a insisté sur l'importance d'une coordination étroite entre institutions, d'une appropriation nationale du cadre de transparence, et de l'utilisation des outils tels que GACMO pour appuyer les efforts techniques des pays partenaires.

Dans le prolongement des discours officiels, une présentation technique a été réalisée par **Mme Martine BADIBANGA**, Point Focal Climat de la RDC, afin de garantir une compréhension commune du projet par tous les participants. **Mme Martine BADIBANGA** est intervenue pour présenter le cadre institutionnel de la CCNUCC et le Cadre de Transparence Renforcé (CTR), introduit par l'Accord de Paris, afin de contextualiser les enjeux de transparence climatique.

Elle a ensuite détaillé le projet **ICAT** (Initiative pour la Transparence de l'Action Climatique), en exposant ses objectifs, ses principales composantes et les résultats attendus. Les composantes clés du projet notamment l'établissement d'un système national de **Mesurage, Rapportage et Vérification (MRV)** des émissions, le **renforcement des capacités** des parties prenantes, l'utilisation de l'outil **GACMO** pour modéliser et suivre l'impact des actions d'atténuation, ainsi que le développement d'une **plateforme web** dédiée, ont été présentées, de même que les livrables attendus pour chacune d'elles.

En appui à ces présentations, une **démonstration du portail web climat-rdc.com** a été effectuée par Mr. Thaddée NTUMBA TSHIMANGA, Expert au Ministère de l'Environnement et Développement Durable.

Ce portail, conçu comme le **site officiel de la transparence climatique en RDC**, vise à centraliser l'ensemble des données relatives aux inventaires de gaz à effet de serre, au suivi des mesures d'atténuation de la CDN, ainsi qu'aux informations climatiques nationales pertinentes. La démonstration en direct de la maquette a permis de **familiariser les participants avec cet outil stratégique** et d'illustrer concrètement **la vision du Gouvernement congolais en matière de gouvernance climatique ouverte, structurée et interopérable**.

Cette initiative s'inscrit dans une dynamique de **renforcement et de modernisation continue** de l'infrastructure numérique de transparence, en lien avec les exigences du Cadre de Transparence Renforcé.

Enfin, la **Ministre d'État en charge de l'Environnement, Son Excellence Me Eve BAZAIBA MASUDI**, a prononcé le discours officiel de lancement du projet. Par cette allocution de clôture de la cérémonie d'ouverture, Mme Bazaiba a marqué le début officiel des activités du projet en RDC, soulignant l'importance du système national de transparence pour le suivi de la CDN et renouvelant l'engagement des autorités nationales.

En synthèse, les étapes immédiates validées lors de l'atelier sont : valider formellement la liste des points focaux, lancer la campagne de collecte de données 2025, établir la cartographie initiale des projets d'atténuation, et organiser prochainement un atelier technique sur le CTR et GACMO.

Ces livrables permettront de garantir la cohérence et la pérennité du futur système national de transparence climatique.

## Problèmes et risques

Les problèmes politiques et risques sécuritaires sont significatifs en cette période de mise en œuvre du projet en RDC. L'équipe de coordination prend des mesures palliatives à chaque phase pour mitiger les risques prévisibles, dont le retard dans le transfert des fonds pour assurer la mise en œuvre du projet.

## Conclusion

L'atelier de lancement a marqué un jalon important pour la RDC dans la mise en place d'un système de transparence climatique robuste. L'introduction du projet a rappelé que la transparence est plus qu'une exigence réglementaire : c'est un levier stratégique pour atteindre les objectifs nationaux climatiques. Les discours officiels ont mis en exergue la volonté politique du gouvernement et des partenaires internationaux de soutenir cette initiative. Les discussions engagées par l'assistance ont abouti à un consensus sur les prochaines actions à entreprendre (cadre de coordination, formation, mobilisation des points focaux, préparation des rapports). Les participants à cet atelier ont donc convenu que la réussite de ce projet renforcera la crédibilité de la RDC sur la scène climatique internationale et facilitera l'accès aux financements verts.